

Autriche

D'après les prévisions, le PIB devrait se contracter de 8 % en 2020 et ne se redresser que progressivement ces deux prochaines années pour rester nettement inférieur à son niveau d'avant la crise d'ici la fin 2022. Le chômage a augmenté sensiblement et restera élevé selon les prévisions. La faiblesse des recettes fiscales et un généreux plan de soutien de l'économie se sont traduits par un déficit budgétaire important. L'inflation restera modérée à court terme.

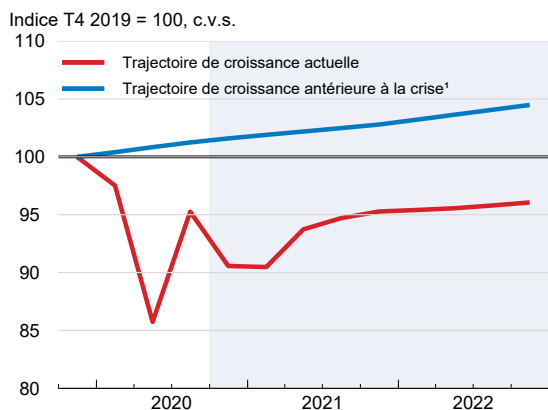
La réponse, rapide et déterminée, des pouvoirs publics a aidé à sauvegarder des emplois et des entreprises en 2020, mais il faut que les autorités veillent à ce que des aides à court terme, conçues dans une bonne intention, ne fassent pas obstacle à la croissance à long terme. Des conditions plus strictes pour bénéficier du dispositif de chômage partiel faciliteraient le redéploiement de la main-d'œuvre entre les secteurs. Les autorités devraient songer à mettre en place des incitations fiscales pour l'investissement et le financement en fonds propres afin d'éviter un surendettement généralisé des entreprises.

L'envolée des nouveaux cas de COVID-19 a provoqué un durcissement des restrictions sanitaires

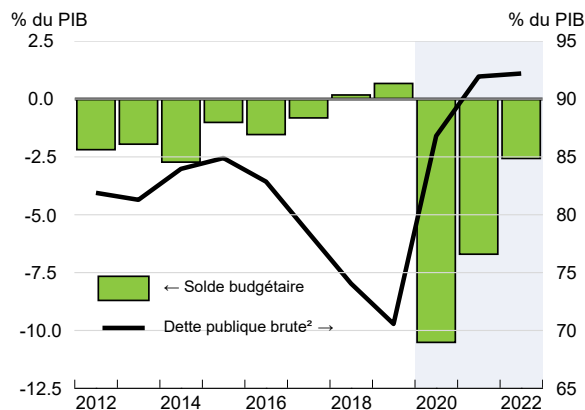
Les autorités ont réinstauré un confinement strict à la mi-novembre, car une envolée rapide du nombre de patients hospitalisés atteints du COVID-19 a exposé le système sanitaire du pays, pourtant solide, à un risque de saturation. L'obligation de suivre la scolarité à distance et les restrictions imposées au secteur de l'hébergement et de la restauration, à la majorité des activités commerciales et artisanales et aux services à la personne figurent parmi les mesures prises à cet effet. Seuls les supermarchés, les pharmacies et d'autres commerces essentiels sont autorisés à rester ouverts. La population a pour consignes de réduire les interactions sociales physiques et de rester systématiquement chez soi, à quelques exceptions près comme aller faire des courses ou se rendre au travail.

Autriche

La reprise s'annonce lente



La dette publique est alourdie par l'ampleur du déficit budgétaire



1. La trajectoire de croissance antérieure à la crise repose sur les projections des Perspectives économiques de novembre 2019, et elle est prolongée par extrapolation linéaire pour 2022 sur la base de la croissance tendancielle de 2021.

2. Définition de Maastricht.

Source: Bases de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106 et 108.

Autriche : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Autriche						
PIB aux prix du marché*	369.5	2.5	1.4	-8.0	1.4	2.3
Consommation privée	193.9	1.1	0.8	-7.9	2.9	2.3
Consommation publique	72.0	1.2	1.4	1.2	1.2	1.2
Formation brute de capital fixe	87.1	4.0	3.9	-7.0	1.9	3.2
Demande intérieure finale	353.0	1.8	1.7	-5.8	2.2	2.3
Variation des stocks ¹	4.1	0.4	-0.7	-0.8	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	357.0	2.2	0.9	-6.6	2.0	2.4
Exportations de biens et services	201.2	4.9	2.9	-13.3	4.0	4.3
Importations de biens et services	188.7	4.6	2.5	-12.7	3.9	4.5
Exportations nettes ¹	12.5	0.3	0.3	-0.8	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.7	1.7	0.7	1.1	1.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.1	1.5	1.3	1.3	1.6
IPCH sous-jacent ²	—	1.8	1.7	1.7	1.2	1.6
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.8	4.5	5.6	5.6	5.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	7.8	8.2	17.0	15.4	12.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.2	0.7	-10.5	-6.7	-2.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	96.8	95.0	111.2	116.3	116.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	74.1	70.6	86.8	91.9	92.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.3	2.8	2.9	3.1	3.2

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 108.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934217855>

Le marché du travail s'est amélioré durant l'été, mais les perspectives sont désormais incertaines

Après une baisse historique de la production au premier semestre 2020, l'activité économique a opéré un rebond au cours de l'été. L'accroissement de l'activité est allé de pair avec une amélioration de la situation du marché du travail. Un peu plus de 400 000 personnes étaient enregistrées dans le dispositif de chômage partiel en septembre, contre plus de 1.3 million à la mi-avril, mais les chiffres réels du recours à ce dispositif ne seront connus que plus tard. Le nombre de travailleurs sans emploi a diminué d'environ 156 000 par rapport à son point culminant d'avril. Toutefois, l'emploi a reculé dans la plupart des secteurs depuis mars. Le nombre de séjours touristiques avec nuitée(s) cet été a chuté de plus de 30 % par rapport à la même période l'an dernier. Le secteur de l'hébergement et de la restauration et d'autres secteurs de services nécessitant des interactions physiques étroites ont été particulièrement touchés par la pandémie. Les dernières mesures de reconfinement vont continuer de peser sur le marché du travail.

Un généreux plan de soutien de l'économie a permis d'éviter un ralentissement plus brutal

Un plan de soutien de l'économie à hauteur de quelque 38 milliards EUR (environ 10 % du PIB) a été progressivement mis en œuvre depuis mars. En juin, les autorités ont annoncé de nouvelles mesures visant à stimuler l'économie, qui ont porté le montant total du plan de soutien à quelque 50 milliards EUR (environ 13 % du PIB), montant incluant des garanties de prêts. Ce nouveau dispositif prévoit une prolongation du dispositif de chômage partiel jusqu'en mars 2021, de nouvelles mesures de dépenses consacrées à la protection du climat et à l'enseignement numérique, une enveloppe de fonds supplémentaires en faveur des microentreprises et petites entreprises rencontrant des difficultés et des secteurs des soins aux personnes, de la recherche et du matériel médical, ainsi que des allègements fiscaux et des baisses de TVA dans certains secteurs. Le plan de soutien de juin prévoit aussi des incitations fiscales à l'investissement des entreprises, notamment dans les technologies vertes et numériques, et une réduction, avec effet rétroactif, de 25 % à 20 % du taux d'imposition applicable à la première tranche de l'impôt sur le revenu devrait contribuer à accélérer la reprise. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé en novembre 2020 qu'il consacrerait une enveloppe estimée à 3 milliards EUR pour compenser la perte de chiffre d'affaires des entreprises à hauteur de 80 %, dans la limite d'un plafond de 800 000 EUR.

Le rebond du PIB ne devrait être que progressif

La croissance de la production devrait diminuer à court terme, les mesures de confinement et l'autodiscipline dictées par les préoccupations sanitaires prélevant leur tribut sur la consommation privée. Les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et la croissance modérée chez les principaux partenaires commerciaux pèsent sur les exportations et l'investissement. Avec le déploiement d'un vaccin efficace, l'activité se redressera en 2021-22, mais sera encore bien en deçà de son niveau tendanciel d'avant la crise d'ici la fin de 2022. Le taux de chômage demeurera élevé jusqu'à la fin de 2021 et ne commencera à reculer légèrement qu'en 2022. L'ampleur du plan de soutien de l'économie s'est traduite par un déficit budgétaire important, qui diminuera toutefois régulièrement au cours de la période considérée. Si la levée progressive des mesures de relance budgétaire n'est pas compensée par un repli du taux d'épargne, elle pèsera sur la croissance en 2021 et en 2022. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions demeurent élevés. De nombreuses entreprises dans le secteur du tourisme sont des entreprises familiales, souvent lourdement endettées. Si les restrictions de déplacement et la baisse répétée de la demande se prolongent pendant longtemps, une vague de faillites pourrait s'ensuivre, avec son cortège de conséquences négatives pour l'emploi dans les régions reculées et pour la cohésion régionale.

Les autorités devraient profiter de l'occasion pour favoriser le développement des marchés de capitaux propres

Les possibilités de soutenir les entreprises tout en évitant d'augmenter fortement leur dette sont limitées puisque les marchés de capitaux propres sont moins développés qu'ailleurs. Les autorités devraient profiter de l'occasion pour encourager l'investissement et le financement en fonds propres, par exemple en accordant un abattement fiscal sur les fonds propres ou en mettant en place des incitations fiscales à l'investissement en capital-risque et en capital-investissement dans des petites et moyennes entreprises. Elles devraient également continuer à durcir les conditions à remplir pour bénéficier du dispositif de chômage partiel, notamment s'agissant des mesures de formation aux outils et activités numériques de pointe, afin d'assurer une réallocation plus saine des emplois vers les secteurs les plus prometteurs et les entreprises les plus productives.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/39a88ab1-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/527052c5-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.